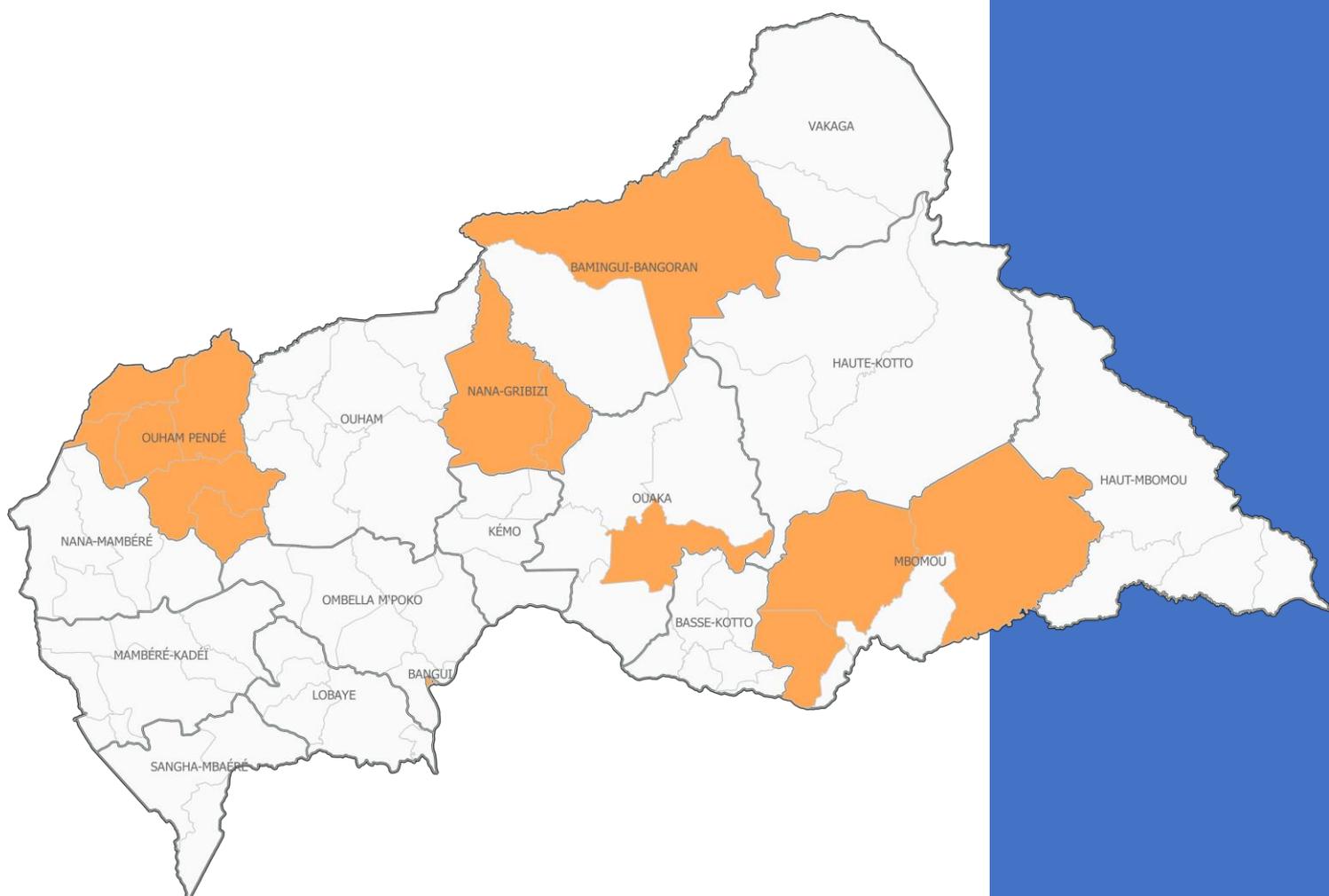


République Centrafricaine (RCA) Matrice de Suivi du Déplacement (DTM) Rapport 3 | Avril 2018



Les activités de la DTM en RCA sont soutenues par:

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents tout au long de l'ouvrage n'impliquent pas l'expression, par l'OIM, d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel des migrations humaines et ordonnées sont bénéfiques pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour aider à relever les défis opérationnels croissants de la gestion des migrations ; favoriser la compréhension des questions migratoires ; encourager le développement économique et social par la migration ; et préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
Avenue de l'indépendance, en face de l'Hôtel Ledger Plaza,
Bangui
République Centrafricaine
E-mail: DTMRca@iom.int
Site internet: <http://www.globaldtm.info/rca/>

© OIM 2018

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autres – sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
CONTEXTE.....	4
L'OIM EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	4
METHODOLOGIE DE LA DTM	6
LIMITES.....	7
FAITS SAILLANTS	8
PROFIL DEMOGRAPHIQUE	8
APERCU D'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS	9
POPULATION DEPLACEE INTERNE.....	10
Bamingui-Bangoran	11
Bangui	12
Mbomou.....	12
Nana-Gribizi.....	12
Ouaka.....	12
Ouham-Pende.....	13
POPULATION RETOURNEE DE RCA.....	14
Bamingui-Bangoran	16
Bangui	16
Mbomou.....	16
Nana-Gribizi.....	17
Ouaka.....	17
Ouham-Pende.....	17
POPULATION RETOURNEE D'AUTRES PAYS.....	18
Bamingui-Bangoran	20
Bangui	20
Mbomou.....	20
Nana-Gribizi.....	21
Ouaka.....	21
Ouham-Pende.....	21
TYPE D'ABRIS.....	22
ANNEXES	23

CONTEXTE

La République Centrafricaine (RCA) a connu un conflit d'une grande violence ayant débuté en 2012. Ce conflit a causé la perte de milliers de vies humaines et provoqué le déplacement massif de sa population. Six ans après le début du conflit, l'insécurité demeure en RCA, avec des groupes armés présents sur une grande partie du territoire centrafricain et s'affrontant pour le contrôle du territoire et des ressources. Les attaques ou même rumeurs de mouvement des groupes armés continuent également de provoquer de nombreux déplacements de la population civile et limitent la possibilité d'un retour à une vie normale de plus de 1 258 257 individus¹.

Alors qu'une période de calme avait suivi le retour d'un ordre constitutionnel et les élections présidentielles de 2016, de nouveaux affrontements violents ont éclaté sur une partie du territoire depuis mai 2017. La dernière flambée de violence a eu lieu suite à des opérations de police visant le désarmement de groupes armés non-étatiques dans le quartier PK5 du 3^e arrondissement de Bangui en Avril 2018. Cet événement a également eu des répercussions et causé des flambées de violence dans d'autres sous-préfectures du pays.

La situation sécuritaire en République Centrafricaine reste fortement instable et se traduit par des déplacements forcés et prolongés.

Dans ce contexte de déplacements importants, et dans un contexte où l'OIM occupe la place de co-lead du Cluster CCCM, elle a déployé sa DTM en Décembre 2013. De plus, l'OIM collabore avec la Commission mouvements de population (CMP) et les acteurs du Cluster représentés sur l'ensemble du territoire.

L'OIM EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le bureau de l'OIM en République Centrafricaine (RCA) a été établi fin 2013 en réponse aux questions migratoires et au déplacement résultant de la généralisation de la violence dans le pays en décembre 2013. La mission de l'OIM en RCA met actuellement en œuvre les projets et interventions suivantes:

- **La Matrice de suivi des déplacements (DTM)**: Principal outil d'information de la communauté humanitaire sur la localisation des populations affectées par la crise. Le projet est actuellement uniquement mis en œuvre dans **6/17** préfectures, faute de financements.
- **Assistance à la réhabilitation/construction d'abris et résilience communautaire**: Il vise principalement à faciliter les retours au travers d'activités de réhabilitation, reconstruction d'habitats dans les localités concernées.
- **AVRR (Assistance et réintégration de retours volontaires)**: Il s'agit de l'assistance au rapatriement de migrants volontaires ayant fait la demande depuis un pays tiers pour regagner leur patrie pour des raisons diverses jugées acceptables par la mission pays.

¹ Humanitarian Needs Overview (HNO) 2017, République Centrafricaine.

- **CVR (réduction des violences communautaires)** : Le projet CVR implémenté à Bambari (préfecture de Ouaka) et Paoua (préfecture de l’Ouham-Pendé) vise à proposer un début de réponse par la réintégration économique. Il intègre une composante cohésion sociale et réconciliation communautaire, une composante prévention de conflits et sensibilisation.
- **Projet pilote des Nations Unies pour la cohésion sociale, la prévention des conflits, la réduction des violences et le renforcement de la sécurité humaine en faveur de la jeunesse Centrafricaine** : Il a plusieurs missions au rang desquels soutenir les activités génératrices de revenus pour l’autonomisation des jeunes et des femmes, faciliter pour les victimes de conflits un meilleur accès au traitement contre le VIH, développer un cadre d’éducation civique pour la consolidation de la paix, soutenir et protéger les femmes et les filles des violences sexuelles basées sur le genre.
- **Projet de Stabilisation communautaire pour les communautés à haut risque à Ndele** : Avec une action immédiate à Ndélé et dans les villages environnants, principalement le long des axes Golongosso, Ngarba et Krakoma, son but est de maintenir et renforcer la dynamique de stabilisation communautaire, réduire le risque de recrutement et d’utilisation des jeunes par des groupes armés et de créer des conditions qui facilitent la réintégration des populations rapatriées dans le tissu social communautaire.

Les chiffres obtenus à travers cet outil sont coordonnés avec des partenaires sur le terrain pour assurer une harmonisation humanitaire et une appropriation gouvernementale de ces informations.

Le bureau principal de la mission se trouve à Bangui, avec des sous-bureaux additionnels à Bangassou, Bambari, Ndélé, Paoua et Kaga Bandoro.

METHODOLOGIE DE LA DTM

La matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix*, DTM, en anglais) est un système qui permet de faire le suivi des mouvements de populations. Ce système est mis en œuvre afin de capturer, analyser et disséminer des informations qui visent à améliorer la compréhension des mouvements de populations et des besoins des personnes déplacées. En plus d'être déployée dans des opérations de réponses humanitaires de moyenne à grande échelle, la DTM est également un outil efficace pour les activités de préparation, de relèvement et de transition. La DTM fournit des informations précises relatives au déplacement et besoins des personnes affectées par une crise aux acteurs humanitaires, groupes sectoriels et acteurs gouvernementaux impliqués dans la réponse humanitaire.

En République Centrafricaine, les données sont collectées avec des tablettes et envoyées en temps réel pour être centralisées dans une base de données électronique. Plusieurs formulaires adaptés à chaque niveau d'information requis sont utilisés. Ainsi, des informations sont collectées à différents niveaux : sous-préfecture, village / ville, lieux de déplacement (site et communautés hôtes), et ménages.

Quatre niveaux d'enquête sont réalisés pour chaque phase de collecte des données :

- L'évaluation au niveau des sous-préfectures est menée auprès d'informateurs clés au niveau des chefs-lieux de sous-préfectures, et permet d'identifier les villes et villages accueillant des personnes déplacées ainsi qu'une estimation de leur effectif par sous-préfecture.
- Au niveau des villages, les données sont collectées auprès d'informateurs clés, dont les chefs de village, représentants de déplacés, et autres personnes pouvant fournir des informations sur les déplacés. Ce questionnaire permet d'identifier les sites et d'obtenir l'effectif des populations déplacées par village, ville et quartier.
- L'évaluation au niveau des sites est menée auprès d'informateurs clés représentant les populations vivant dans le site. Cette évaluation permet d'obtenir les informations détaillées par thématique sur les sites, dont les besoins, services disponibles et vulnérabilités sommaires par site.
- Le quatrième et dernier niveau d'enquêtes est effectué avec les ménages déplacés. Cette composante inclut des groupes de discussion ainsi que l'administration d'un calculateur démographique auprès de 20 ménages sélectionnés aléatoirement. En fonction de la thématique abordée auprès des ménages, un plan d'échantillonnage préalable est soigneusement préparé pour permettre la représentativité des groupes cibles.

En RCA, la DTM suit les catégories de personnes suivantes :

- *Personne Déplacée Interne (PDI)* : « Personnes ou [...] groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat ».
- *Retourné de RCA* : En RCA, les personnes retournées de Centrafrique sont des personnes qui ont quitté leur lieu habituel de résidence (anciens PDI), se sont installées dans une autre localité en RCA et sont retournées dans leur sous-préfecture d'origine / lieu de résidence habituel.
- *Retourné d'un autre pays* : En RCA, les personnes retournées d'un autre pays sont des personnes qui ont quitté leur lieu de résidence habituel en RCA, qui ont été déplacées dans un autre pays et qui sont retournées en RCA / dans leur lieu de résidence habituel.

LIMITES

La DTM en RCA a pour objectif de couvrir la totalité du territoire centrafricain afin de fournir des informations relatives aux déplacements et besoins, et de compléter et contribuer aux initiatives déjà mises en œuvre. La mise en œuvre de la DTM a des intervalles réguliers en fait un outil permettant de fournir des informations à jour et d'identifier les tendances et l'évolution du déplacement et des besoins. Cependant, du fait de la complexité de la crise affectant la République Centrafricaine, certaines contraintes et difficultés affectent la DTM. Ces contraintes sont principalement de nature sécuritaire, financière et logistique.

La situation sécuritaire en RCA reste précaire. Malgré une période de calme apparent, la capitale, Bangui, reste affectée par des affrontements violents intermittents, comme mis en lumière par la violence touchant la ville depuis le 6 Avril 2018. La situation en dehors de Bangui reste considérablement plus instable, marquée par des affrontements continus entre des groupes armés non-étatiques. Cette situation sécuritaire instable et imprévisible réduit la couverture géographique de la DTM du fait des restrictions d'accès et risques posés pour les énumérateurs de la DTM.

De plus, les contraintes logistiques, liées à la sécurité et autres facteurs, restent importantes et ont également des répercussions importantes sur la couverture géographique de la DTM. L'utilisation des voies aériennes pour le déploiement des équipes et du matériel dans certaines zones retarde ou empêche fréquemment la couverture de ces zones. De plus, la saison des pluies qui commence en Mai aura également un impact négatif sur les moyens de transport et l'accessibilité à certaines zones. Un autre problème majeur en RCA est la disponibilité limitée du réseau de télécommunications (téléphone et internet) sur une partie importante du territoire. Cela pose des problèmes de communication avec les énumérateurs de la DTM, d'envoi des données en temps réel, et de sécurité.

Enfin, la couverture géographique de la DTM a également été affectée par des contraintes budgétaires. Du fait des contraintes budgétaires et sécuritaires, les opérations humanitaires en RCA ont un coût important et les budgets disponibles ne permettent pas la couverture de la totalité du territoire Centrafricain.

Afin de minimiser ces problèmes d'accessibilité et de couverture géographique, l'OIM procède parfois à des évaluations par le biais d'entretiens téléphoniques, lorsque le réseau téléphonique le permet. L'OIM utilise son réseau d'informateurs clés identifiés dans les phases précédentes de la DTM afin d'identifier si ces zones difficilement accessibles ont connu des variations importantes du nombre de personnes déplacées accueillies. Ces données sont ensuite vérifiées dès que la zone ciblée devient accessible.

FAITS SAILLANTS



La DTM a identifié une population déplacée totale de 477 212 individus : 303 389 Personnes Déplacées Internes (PDI), 117 229 retournés de RCA (anciens PDI) et 56 594 retournés d'autres pays.



367 localités de déplacement ou de retour ont été évaluées, ainsi que 28 sites sur les 77 recensés par la CMP².



53% des personnes déplacées internes sont déplacées du fait de tensions intercommunautaires, contre 45% en raison de conflits armés, et 2% ayant effectué un déplacement préventif.



41% des retournés (anciens PDI) sont rentrés du fait d'une amélioration de la sécurité, 14% pour des raisons familiales, 13% pour des raisons économiques, 4 % à cause des persécutions en zones de déplacement, et 28% pour d'autres raisons.



68% des ménages identifiés vivent dans des familles d'accueil. 29% sont en location, et 3% vivent dans des sites.

PROFIL DEMOGRAPHIQUE



La taille moyenne d'un ménage déplacé est de 8 personnes. 98% des ménages déplacés ont des enfants et le nombre moyen d'enfants par ménage est 5.5.



La population déplacée est composée à 48% d'hommes et à 52% de femmes.

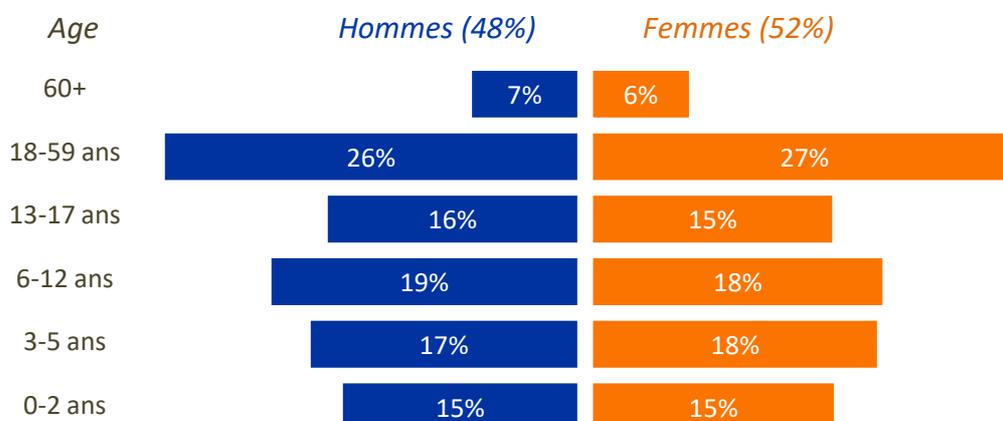


67% de la population est composée de mineurs ayant entre 0 et 18 ans.



Les personnes de plus de 60 ans représentent 6% des déplacés.

Graphique 1 : Répartition démographique de la population déplacée par âge et sexe



² Ce nombre est tiré du dernier rapport de la CMP, Mars 2018.

APERCU D'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS

Pour cette phase de la DTM, la collecte de données a été menée du 24 Mars au 6 Avril 2018 dans 367 villages et 28 sites de déplacés, répartis dans les préfectures de Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Mbomou, Ouaka, et Bangui. Lors de ce round, la DTM a identifié les populations mobiles suivantes :



Personnes Déplacées Internes

303 389 individus
60 549 ménages

64% de la population mobile



Retournés de RCA

117 229 individus
23 331 ménages

25% de la population mobile



Retournés d'autres pays

56 594 individus
11 260 ménages

12% de la population mobile

Les évaluations de ce round de la DTM soulignent que le déplacement interne reste majoritaire en comparaison avec les retours, représentant 64% de tous les mouvements identifiés. Les retours des personnes qui étaient déplacés en RCA représentent 25% de tous les mouvements, tandis que les retours de pays étrangers représentent 12% de tous les mouvements. Les populations mobiles mentionnées ci-dessus ont été identifiées dans les six (6) préfectures couvertes pour ce round de la DTM, comme présenté ci-après.

Tableau 1 : Représentation des populations mobiles par Préfecture (individus)

Préfectures	# Localités	PDI	Retournés RCA	Retournés autres pays	Total
Bamingui-Bangoran*	20	5,595	1,746	1,529	8,870
Bangui	33	103,785	50,910	41,150	195,845
Mbomou*	22	22,610	9,250	4,635	36,495
Nana-Gribizi	55	43,137	24,052	837	68,026
Ouaka*	65	38,784	5,308	95	44,187
Ouham Pendé	172	89,478	25,963	8,348	123,789
Total	367	303,389	117,229	56,594	477,212

*Couverture partielle. Les données ne représentent que les sous-préfectures atteintes.

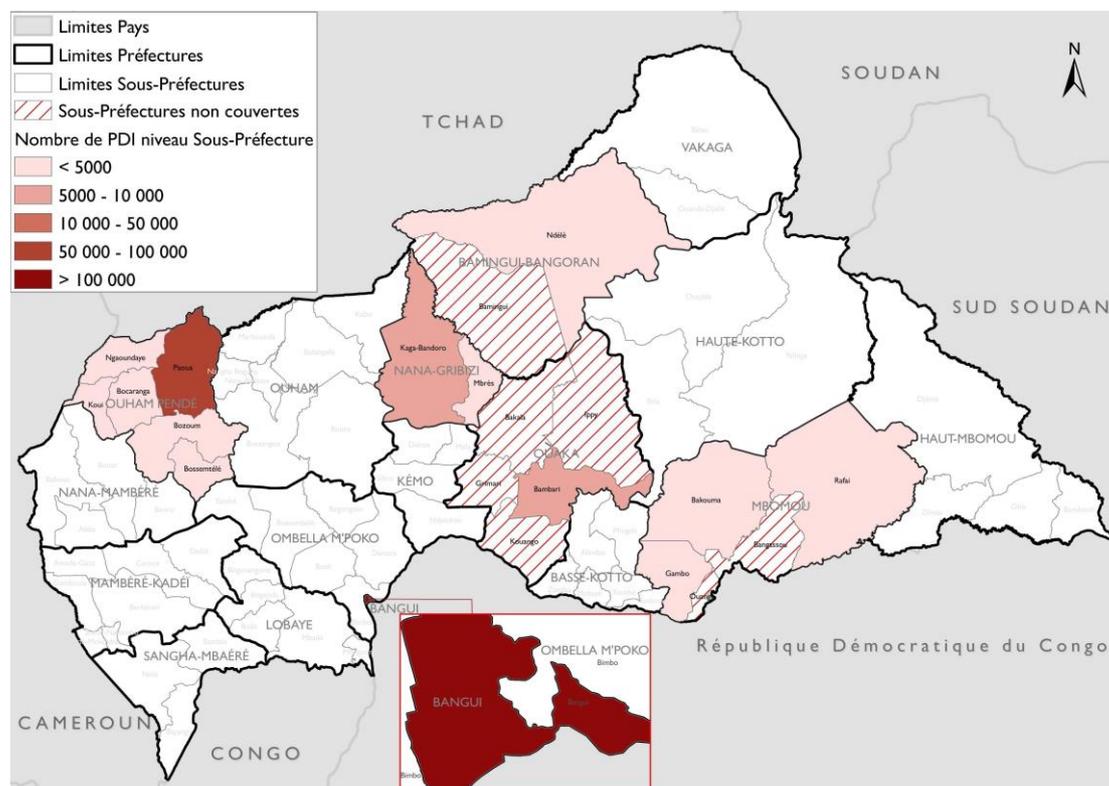
La Préfecture accueillant le plus grand nombre de personnes déplacées et retournés est Bangui, avec 103 785 PDI, 50,910 retournés de RCA et 41 150 retournés d'autres pays. La grande majorité de cette population mobile se trouve dans le 3^e arrondissement (incluant le PK5). 52% de la population déplacée interne du 3^e arrondissement provient de la préfecture d'Ombella Mpoko, contre 36% qui se sont déplacés à l'intérieur des limites de la préfecture de Bangui.

Sur la base des évaluations de la DTM, on estime que 71 735 PDI et 17 449 retournés (tous confondus) sont arrivés dans les sous-préfectures couvertes de Janvier à Mars 2018. De plus, les conflits armés dans les villages d'origine sont la cause directe du déplacement pour 96% des PDI. Cela montre la prévalence du déplacement interne sur les tendances de retour, soulignant la volatilité continue de la situation sécuritaire ainsi que l'absence vraisemblable des conditions nécessaires à un retour des personnes déplacées.

POPULATION DEPLACÉE INTERNE

Un total de 303 389 personnes déplacées internes (60 549 ménages) a été identifié dans les six (6) Préfectures visées par ce round de la DTM. La carte ci-dessous présente la répartition géographique des personnes déplacées internes identifiées.

Carte 1 : Répartition des personnes déplacées internes (individus)



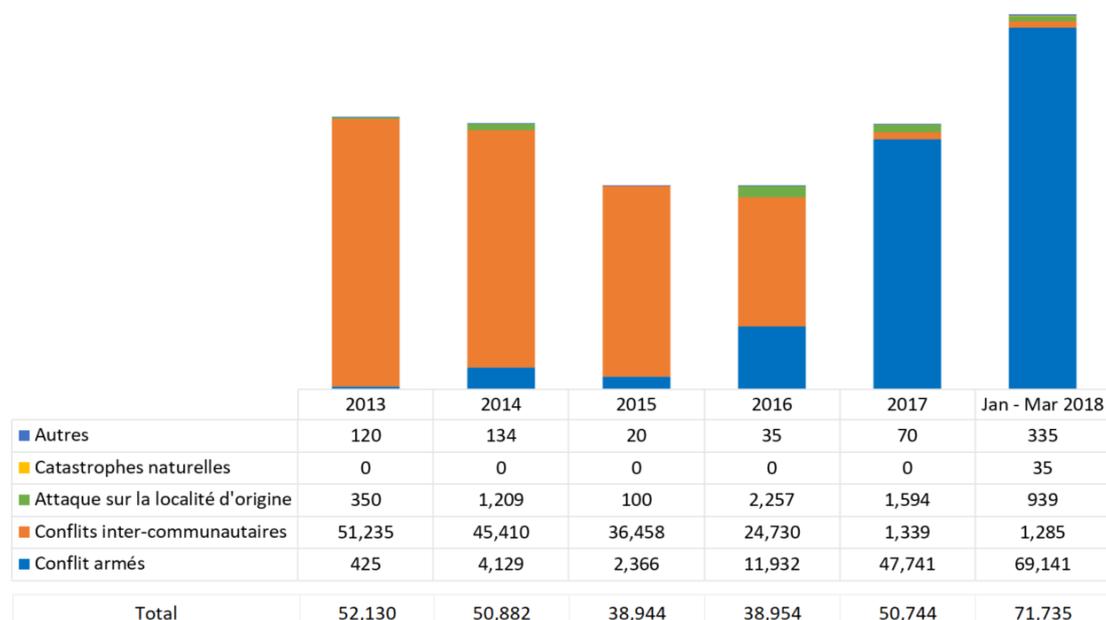
Au total, 60% des mouvements des personnes déplacées internes ont eu lieu dans la même sous-préfecture, contre 13% entre deux sous-préfectures de la même Préfecture, et 27% entre différentes Préfectures. Les cinq préfectures de provenance les plus importantes des personnes déplacées internes sont Ouham-Pendé (88 729 individus), Ombella M'Poko (54 080 individus), Ouaka (42 071 individus), Nana-Gribizi (41 566 individus), et Bangui (41 005 individus).

En termes d'années de déplacement, 2013 et 2014 ont connu des niveaux similaires de déplacement interne avec respectivement 52 130 individus (ou 17%) et 50 882 individus (17%). Le nombre de personnes nouvellement déplacées a ensuite connu une légère baisse en 2015 (38 944 individus ou 13%) et 2016 (38 954 individus ou 13%). En 2017, les niveaux de déplacement ont à nouveau augmenté pour atteindre des niveaux similaires à 2013 et 2014 (50 744 individus ou 17%). Le début de cette année, de janvier à mars 2018, marque les niveaux les plus élevés de nouveau déplacement, avec 71 735 individus (ou 24%). Ces individus nouvellement déplacés sont répartis dans les préfectures de l'Ouham-Pendé (70%), Mbomou (24%), Ouaka (4%), Bamingui-Bangoran (2%), et Nana-Gribizi (>1%). Ces informations portent sur les périodes de déplacement des personnes qui continuent d'être déplacées à ce jour, sans tenir compte des personnes qui étaient alors déplacées, mais qui sont depuis rentrées chez elles. De ce fait, ce paragraphe ne présente ni l'évolution globale ni les niveaux cumulatifs des déplacements pour une année donnée.

La grande majorité des personnes déplacées internes a été déplacé du fait de conflits intercommunautaires (160 457 individus ou 53%) ou de conflits armés (135 734 individus ou 45%). Les individus restants ont été déplacés par une attaque directe sur la localité d'origine (6 449 individus ou 2%), d'autres raisons non spécifiées (714 individus ou <1%), et les catastrophes naturelles (35 individus ou <1%).

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des raisons et niveaux de déplacement par année. Celui-ci souligne le changement des raisons de déplacement à partir de 2016, passant principalement d'un conflit intercommunautaire à un conflit armé, ainsi que l'évolution de la perception de la nature du conflit par les personnes déplacées internes.

Graphique 2 : Raisons et années de déplacement des personnes déplacées internes (individus)



La section ci-dessous présente les informations détaillées sur les personnes déplacées internes pour chacune des Préfectures couvertes par ce round de la DTM.

Bamingui-Bangoran

5 595 Personnes Déplacées Internes / 1 097 Ménages Déplacés Internes

Seule la sous-préfecture Ndélé été couverte lors de cet exercice. Précisément, un total de 20 localités situées a été évalué par les équipes DTM. Sur ces 20 localités, 19 abritent des individus déplacés internes, 15 abritent des retournés de RCA, et 16 abritent des retournés provenant d'autres pays.

Les personnes déplacées identifiées dans la Préfecture sont principalement originaires de Bangui (40%), Haute-Kotto (37%), Ouaka (10%), Basse-Kotto (8%), Nana-Gribizi (4%).

95% des personnes déplacées internes de la Préfecture l'ont été du fait du conflit armé contre 5% du fait des conflits intercommunautaires.

Enfin, la plus grande proportion de personnes déplacées internes a été déplacée en 2017 (34%), contre 5% en 2013, 16% en 2014, 4% en 2015, 19% en 2016, et 23% de Janvier à Mars 2018. Cela montre la nature continue du déplacement dans cette Préfecture.



Bangui

103 785 Personnes Déplacées Internes / 20 757 Ménages Déplacés Internes

33 localités du 3^e arrondissement hébergent un total de **103 785** personnes déplacées internes, ayant trouvé refuge dans l'arrondissement entre 2013 et 2015. 42% de cette population a été déplacée en 2013, contre 33% en 2014, et 25% en 2015. L'absence de nouveau déplacement majeur dans l'arrondissement depuis 2015 souligne la nature prolongée du déplacement dans cet arrondissement.

52% des PDI du 3^e arrondissement de Bangui proviennent de la préfecture d'Ombella M'Poko, 36% de Bangui, 8% de la préfecture de Ouaka, 2% de Haute-Kotto et 2% de Nana-Gribizi. De plus, la totalité des personnes déplacées internes de Bangui a été déplacée par les conflits intercommunautaires.

Les quartiers de Kokolo 4, Kokolo 5, Kokolo 1, Gbatouri, et Kokolo 3 sont les cinq quartiers accueillant le plus de personnes déplacées internes au sein du 3^e arrondissement de Bangui.



Mbomou

22 610 Personnes Déplacées Internes / 4 522 Ménages Déplacés Internes

22 610 PDI résident actuellement dans 21 localités de la préfecture répartis sur les trois sous-préfectures couvertes. Du fait des contraintes d'accès et de sécurité, seules trois sous-préfectures ont été couvertes : Bakouma (3% des PDI), Gambo (25%) et Rafai (72%). 25% des déplacés internes ont été déplacés en 2017, contre 75% entre Janvier et Mars 2018. Cette dernière vague d'arrivée est vraisemblablement due aux fortes tensions récentes entre les divers groupes armés. Toutes ces personnes déplacées internes l'ont été par le conflit armé. De plus, 100% des mouvements identifiés ont eu lieu dans les limites administratives de la Préfecture de Mbomou.



Nana-Gribizi

43 137 Personnes Déplacées Internes / 8 283 Ménages Déplacés Internes

43 137 personnes déplacées internes sont réparties dans 45 localités au sein des sous-préfectures de Kaga-Bandoro (94%) et de Mbrès (6%). Les personnes déplacées internes l'ont été du fait de conflits intercommunautaires (56%), des affrontements entre les groupes armés dans les localités de provenance (35%), et d'une attaque sur les localités voisines (9%). De plus, la période la plus importante de déplacement est 2016 avec 77% des déplacements internes. Les personnes déplacées internes restants ont été déplacés en 2013 (1%), 2014 (7%), 2015 (9%), et 2017 (6%). Enfin, 91% des mouvements internes identifiés ont eu lieu dans la Préfecture de Nana-Gribizi. Les autres personnes déplacées internes sont originaires de la Préfecture de Ouham (6%), Ouaka (2%), Kémo (1%), et Bamingui-Bangoran (1%).



Ouaka

38 784 Personnes Déplacées Internes / 7 735 Ménages Déplacés Internes

38 784 personnes déplacées internes sont réparties dans 21 localités de la sous-préfecture de Bambari.

81% de ces déplacements sont attribués aux conflits intercommunautaires, 12% aux conflits opposants des groupes armés dans les villages d'origine, et 6% aux attaques sur les localités voisines.



85% des mouvements internes identifiées ont eu lieu dans la Préfecture de Ouaka. La population déplacée restante est originaire de quatre préfectures, à savoir Haute-Kotto (9%), Bangui (4%), Basse-Kotto (2%), et Mbomou (moins d'un pourcent).

Enfin, le déplacement dans la Préfecture est continu avec de nouveaux déplacements chaque année depuis l'éruption de la crise : 20% en 2013, 33% en 2014, 22% en 2015, 11% en 2016, 6% en 2017, et 8% de Janvier à Mars 2018. Ces derniers déplacements représentent 3 004 individus (561 ménages), provenant majoritairement des sous-préfectures de Bambari, Alindao, Grimari, et Ippy.

Ouham-Pende

89 478 Personnes Déplacées Internes / 18 155 Ménages Déplacés Internes

Les 6 sous-préfectures de l'Ouham Pendé ont pu être couvertes lors de cet exercice. Cependant, 57 localités identifiées comme accueillant des PDI n'ont pas été évaluées pour cause d'insécurité durant la période de collecte des données. Cependant, il faut noter que la majorité des populations issues de ces localités se sont déplacés à Paoua centre du fait des incidents sécuritaires récents.

162 Localités de la préfecture accueillent **89 478** PDI. 99% des personnes déplacées internes de la Préfecture sont issues de la même Préfecture de Ouham-Pendé. Seul 1% des personnes déplacées internes vient de la Préfecture de Nana-Mambere. 98% des déplacements sont attribués aux conflits dans les villages de provenance des PDI, les 2% restants sont dus aux conflits intercommunautaires et aux conflits dans les villages voisins aux localités d'origine des PDI.

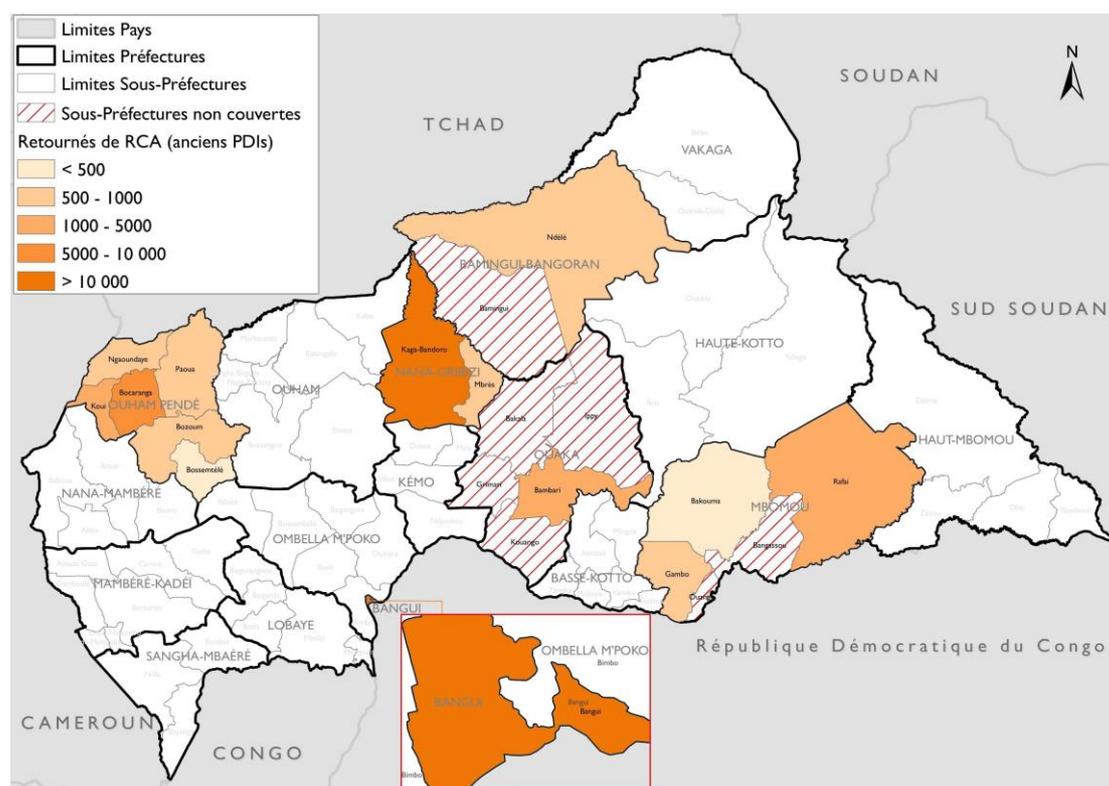
Plus de la moitié des PDI actuellement présents dans la préfecture se sont déplacés entre Janvier et Mars 2018 (50 363 individus ou 56%), contre 38 395 individus déplacés en 2017 (43%). Cela montre que la Préfecture était restée relativement calme depuis le début de la crise mais que les événements récents, ayant commencé en 2017, ont causé des déplacements nouveaux.



POPULATION RETOURNEE DE RCA

Un total de 117 229 retournés de RCA (23 331 ménages) a été identifié dans les six (6) Préfectures visées par ce round de la DTM. Cette catégorie inclut les personnes précédemment déplacées sur le territoire centrafricain mais qui sont depuis rentrées dans leur zone d'origine. La carte ci-dessous présente la répartition géographique des retournés de RCA identifiés.

Carte 2 : Répartition des retournés de RCA (individus)



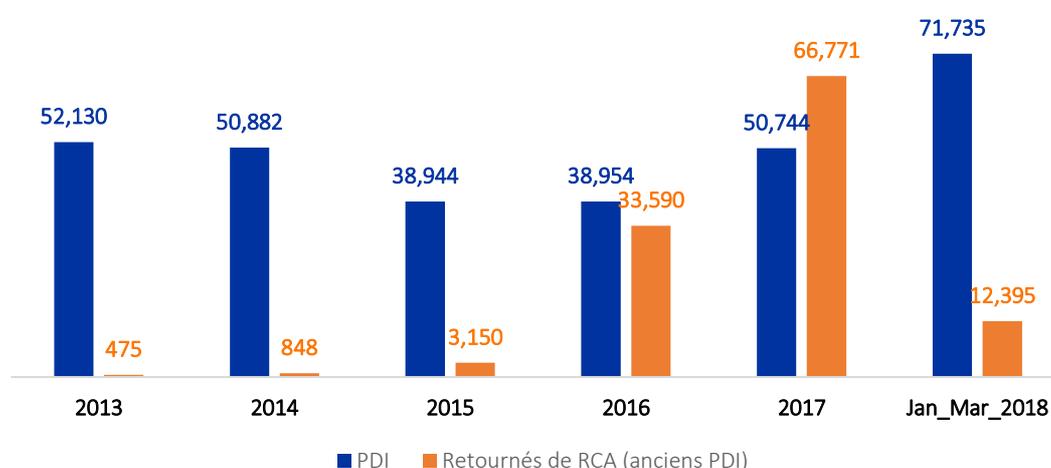
Au total, 33% des retournés de RCA étaient déplacés dans la même sous-préfecture, contre 14% entre deux sous-préfectures de la même Préfecture, et 53% entre différentes Préfectures.

En termes d'années de retour, 2013, 2014 et 2015 ont connu des niveaux limités de retour avec un nombre cumulatif de 4 473 individus (4%). Les retours ont augmenté de manière importante en 2016 (33 590 individus ou 29%) et connu un pic en 2017 (66 771 individus ou 57%). Le début de cette année, de janvier à mars 2018, a vu le retour de 12 395 individus (ou 11%).

Le graphique ci-dessous présente les années de retour des retournés de RCA (anciennement déplacés internes) avec les années de déplacements des personnes déplacées internes. Alors que 2013, 2014 et 2015 ont été marqués par des niveaux élevés de déplacement interne, ces mêmes années ont connu des niveaux bas de retour, ce qui peut s'expliquer par la nature continue de la crise et de la violence généralisée pour ces années. Les retours ont atteint des niveaux comparables au déplacement en 2016 et les ont dépassés en 2017. Depuis le début de cette année, la tendance est clairement au déplacement interne plutôt qu'au retour, avec 71 735 individus nouvellement déplacés contre 12 395 individus ayant mis fin à leur déplacement interne et étant rentrés dans leur zone d'origine. Le graphique ci-dessous illustre

la nature complexe de la crise touchant la RCA, provoquant des déplacements nouveaux et prolongés ainsi que des retours lorsque les conditions le permettent.

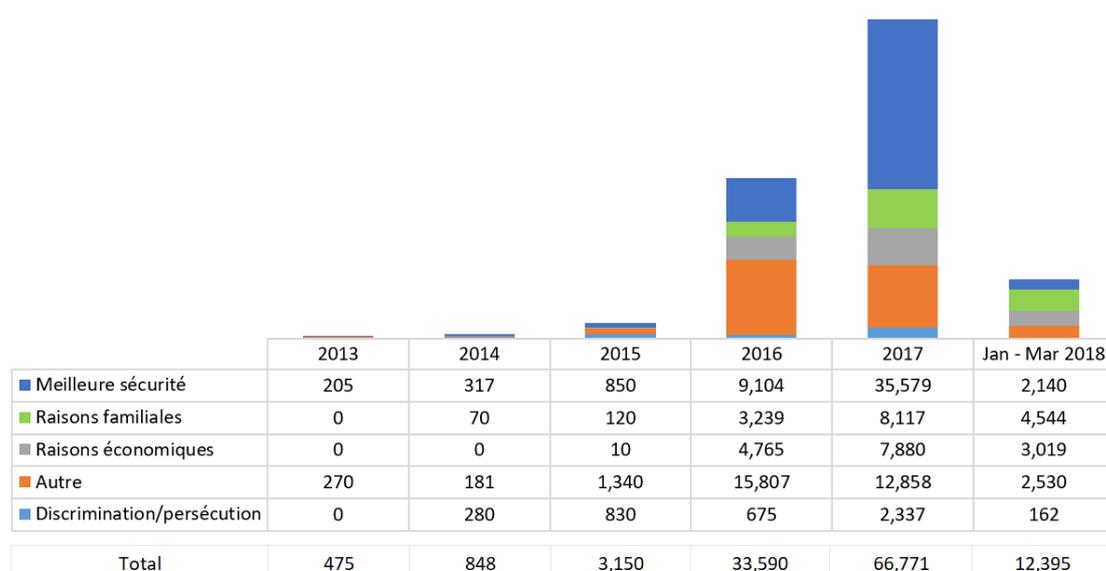
Graphique 3 : Années de déplacement des PDI et de retour des retournés de RCA (individus)



La majorité des retournés de RCA sont rentrés dans leur zone d'origine du fait d'une amélioration de la sécurité (48 195 individus ou 41%). Les individus restants sont rentrés du fait de raisons familiales (16 090 individus ou 14%), raisons économiques (15 674 individus ou 13%) et discrimination / persécution (4 284 individus ou 4%). Un total de 32 986 individus (4%) sont rentrés dans leur zone d'origine du fait de raisons autres non spécifiées.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des raisons et niveaux de retour de RCA par année. Celui-ci souligne une augmentation de la perception de meilleure sécurité comme une raison majeure de retour en 2016 et 2017.

Graphique 4 : Raisons et années de retour des retournés de RCA (individus)



La section ci-dessous présente les informations détaillées sur les retournés de RCA pour chacune des Préfectures couvertes par ce round de la DTM.

Bamingui-Bangoran

1 746 Individus / 338 Ménages



La sous-préfecture de Ndélé accueille 1 746 individus qui étaient déplacés en RCA mais qui sont depuis retournés dans leur zone d'origine. 47% des retournés de RCA proviennent de la préfecture de la Haute-Kotto, 43% de Bangui, 9% de Nana-Gribizi et le reste de la Basse-Kotto.

Les retours dans la Préfecture ont principalement eu lieu en 2017 (43%) et de Janvier à Mars 2018 (32%). Les autres retournés sont rentrés dans leur zone d'origine en 2013 (2%), 2014 (7%), 2015 (2%) et 2016 (13%).

Enfin, les raisons de retour incluent une amélioration de la sécurité (46%), des raisons familiales (13%), et des raisons économiques (2%). 39% des retours ont eu lieu pour des raisons autres non spécifiées.

Bangui

50 910 Individus / 10 182 Ménages



La préfecture de Bangui, dans son 3^e arrondissement, accueille 50 910 retournés qui étaient précédemment déplacés en RCA. Les localités de Camerounais Nord, Gbatouri, Issongo, Sénégalais, Et Yaloa 2 sont les cinq premiers foyers de concentration de retournés au sein de l'arrondissement.

De faibles mouvements de retours d'anciens PDI ont eu lieu en direction du 3^e arrondissement de 2013 à 2015 (total de 3%). Les retours ont pris de l'importance en 2016 (48%) et continué en 2017 (41%). Depuis le début de l'année, 3 640 individus (ou 7%) sont rentrés à Bangui. De plus, seulement 2% des retournés de RCA étaient précédemment déplacés dans la préfecture de Bangui. La majorité revient de la sous-préfecture de Bimbo au sein de la préfecture d'Ombella M'Poko (47%), suivie de la sous-préfecture de Bambari au sein de la préfecture Ouaka (21%), puis de Bria dans la Haute-Kotto (14%). Enfin, les raisons de retour incluent une amélioration de la sécurité (30%), des raisons familiales (4%), des raisons économiques (3%), et des problèmes de discrimination / persécution pendant le déplacement (3%). 59% des retournés sont revenus dans leur zone d'origine pour des raisons autres non spécifiées.

Mbomou

9 250 Individus / 1 825 Ménages



La préfecture accueille 9 250 retournés précédemment déplacés en RCA ; tous ces retournés étaient déplacés dans la même préfecture. Ceux-ci sont repartis dans les sous-préfectures de Rafai (6 120 individus ou 66%), Gambo (2 935 individus ou 32%), et Bakouma (195 individus ou 2%). L'intégralité des retours de la Préfecture ont eu lieu en 2017 (32%) et de Janvier à Mars 2018 (68%). Enfin, les raisons de retour incluent des raisons économiques (53%), des raisons familiales (44%), et des problèmes de discrimination / persécution pendant le déplacement (2%).

Nana-Gribizi

24 052 Individus / 4 550 Ménages



La préfecture accueille 24 052 retournés précédemment déplacés en RCA. Les retours vers la préfecture ont commencé en 2016 (5 959 individus ou 25%) et se sont poursuivis avec un pic en 2017 (16 873 individus ou 70%). Depuis le début de cette année, de Janvier à Mars, 1 220 individus sont rentrés dans leur zone d'origine (5%). Ces retournés sont repartis dans les sous-préfectures de **Kaga-Bandoro** (22 867 retournés ou 92%) et de **Mbrès** (22 867 retournés ou 8%). La grande majorité des retours (83%) ont eu lieu dans les limites administratives de la Préfecture de Nana-Gribizi. Les retournés restants reviennent des Préfectures de Kemo (8%), Ouham (5%), Ouaka (1%), Ombella M'Poko (1%) et Bangui (1%). Enfin, les raisons de retour incluent des raisons économiques (36%), des raisons familiales (36%), une amélioration de la sécurité (23%), et des problèmes de discrimination / persécution pendant le déplacement (1%). 3% des retournés sont revenus dans leur zone d'origine du fait de raisons autres non spécifiées.

Ouaka

5 308 Individus / 1 061 Ménages



La préfecture a été entièrement couverte lors de cet exercice, et 5 308 retournés de RCA ont été identifiés. Alors que 40% des retournés sont rentrés pour cause de discrimination dans leur zone de déplacement, 29% sont rentrés du fait de l'amélioration de la sécurité, 2% pour des raisons familiales et 2% pour des raisons économiques. 27% des retours ont eu lieu pour des raisons autres non spécifiées. 32% des mouvements ont eu lieu dans les limites administratives de la Préfecture de Ouaka ; les retours restants ont eu lieu depuis les Préfectures de Basse-Kotto (18%), Nana-Gribizi (15%), Haute-Kotto (13%), Bangui (7%), Mbomou (7%), Kemo (5%), Ouham (3%), et Nana-Mambere (1%). La position centrale de la Préfecture de Ouaka pourrait expliquer les flux importants avec les Préfectures voisines. Enfin, 85% des retours ont eu lieu de 2015 à 2017 (26% en 2015, 16% en 2016, et 43% en 2017). Les autres retours ont eu lieu en 2013 (1%), 2014 (7%), et de Janvier à Mars 2018 (7%).

Ouham-Pendé

25 963 Individus / 5 375 Ménages



172 localités ont pu être atteintes dans l'Ouham Pendé. La Préfecture accueille 25 963 retournés de RCA repartis dans les sous-préfectures de Bocaranga (11 509 individus ou 44%), Kouï (5 228 individus ou 20%), Paoua (3 686 individus ou 14%), Bozoum (2 693 individus ou 10%), Ngaoundaye (2 445 individus ou 9%), et Bossemtele (402 individus ou 2%). La grande majorité des retours est motivée par l'amélioration de la sécurité (96%). Les retours restants sont justifiés par des raisons familiales (3%) et des raisons économiques (1%). Enfin, la période ayant connu le plus de retour est 2017 avec 88% des mouvements. Les autres retours ont eu lieu en 2016 (8%), 2015 (2%), 2014 (1%), 2013 (1%), et depuis le début de cette année (1%).

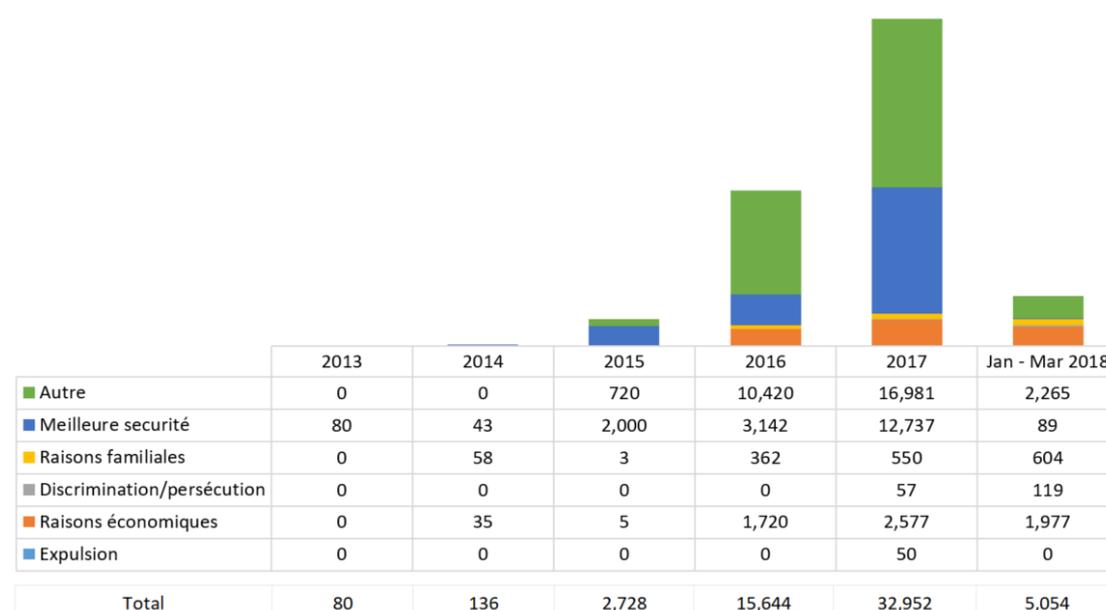
Nigéria	10	0%
Niger	7	0%
Total	56 594	100%

Un nombre limité de retour a eu lieu en 2013 et 2014 (216 individus au total ou 0.4%). Cela s'explique par le fait que ces deux années ont marqué un pic dans la crise actuelle touchant la Centrafrique, et que la tendance était donc plutôt au déplacement qu'au retour. Les centrafricains ont commencé à revenir en RCA en 2015 (2 728 individus ou 5%), et cette tendance au retour a progressivement pris de l'ampleur en 2016 (15 644 individus ou 28%), avec un pic en 2017 (32 952 individus ou 58%). Depuis le début de cette année, de Janvier à Mars, les retours de l'étranger restent relativement importants (5 054 individus ou 9%) mais pourraient connaître une baisse progressive du fait de la détérioration actuelle de la situation sécuritaire en RCA.

Plus de la moitié des retournés d'autres pays sont revenus en République Centrafricaine pour des raisons autres non spécifiées (30 386 individus ou 54%). Le fait que la majorité des retournés d'autres pays citent des raisons autres non spécifiées souligne la complexité de la décision de retour, contrairement aux raisons de déplacement des personnes déplacées internes qui sont clairement identifiées et principalement liées aux problèmes sécuritaires. Les individus restants sont rentrés en RCA du fait de la meilleure sécurité (18 091 individus ou 32%), des raisons économiques (6 314 individus ou 11%), des raisons familiales (1 577 individus ou 3%), discrimination / persécution (176 individus ou <1%), et expulsion (50 individus ou <1%).

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des raisons et niveaux de retour de l'étranger par année. Celui-ci souligne un changement majeur de perception de la situation sécuritaire, et plus précisément de son amélioration, justifiant une augmentation des retours en 2017. Il est cependant intéressant de noter que l'amélioration de la situation sécuritaire est rarement citée comme la raison des retours depuis le début de cette année (89 individus sur 5 054), ce qui souligne une détérioration récente de la situation sécuritaire et de la perception des déplacés centrafricains tant en RCA qu'à l'étranger.

Graphique 5 : Raisons et années de retour des retournés d'autres pays (individus)



La section ci-dessous présente les informations détaillées sur les retournés d'autres pays pour chacune des Préfectures couvertes par ce round de la DTM.

Bamingui-Bangoran

1 529 Individus / 290 Ménages



La sous-préfecture de Ndélé accueille 1 529 retournés en provenance d'autre pays. La totalité des retournés de pays étrangers sont revenus du Tchad en 2014 (5%), 2016 (14%), 2017 (50%) et de Janvier à Mars 2018 (31%). La proximité de cette Préfecture avec le Tchad justifie que les personnes affectées par la crise aient trouvé refuge de l'autre côté de la frontière. Les raisons de retour incluent des raisons économiques (48%), raisons familiales (40%), et des problèmes de discrimination / persécution pendant le séjour à l'étranger (4%). 8% de cette population est revenue pour des raisons autres non spécifiées.

Bangui

41 150 Individus / 8 230 Ménages



La préfecture de Bangui, dans son 3^e arrondissement, accueille 41 150 retournés en provenance d'autre pays. Les localités de Camerounais Nord, Gbatouri, Issongo, Sénégalais, Et Yaloo 2 sont les cinq premiers foyers de concentration de retournés au sein de l'arrondissement.

La majorité des retournés de pays étrangers proviennent du Tchad (45%), et de l'Est du Cameroun (44% - des localités de Garoua-Boulai, Meyganga et Touboro). Un pourcentage moins important revient du Mali (5%), de la République Démocratique du Congo (3%), de la République du Congo (3%), et de la Côte d'Ivoire (1%).

Ces retours sont justifiées par une amélioration de la sécurité (23%), des raisons économiques (4%) et des raisons familiales (1%). 73% des retours ont eu lieu pour des raisons autres non spécifiées.

Enfin, la majorité des retours (52%) ont eu lieu en 2017, tandis que les retours restants ont eu lieu en 2016 (36%), 2015 (7%), et depuis le début de cette année (5%).

Mbomou

4 635 Individus / 921 Ménages



La préfecture 4 635 retournés en provenance d'autre pays. Ces retournés sont repartis dans les sous-préfectures de Gambo (53%) et Rafai (47%).

99% des retournés de pays étrangers que l'on retrouve dans la préfecture de Mbomou proviennent de la République Démocratique du Congo (99% - localités Equateur, Bas-Uélé, Haut-Katanga et Kasai-Central), tandis que les autres retournés reviennent de la République du Congo (1%).

Ces retours ont eu lieu en 2017 (53%) et depuis le début de cette année (47%) ; ils sont justifiés par des raisons économiques (73%), l'amélioration de la sécurité (19%) et des raisons familiales (8%).

Nana-Gribizi

837 Individus / 171 Ménages



La préfecture accueille 837 retournés en provenance d'autre pays. Ces retournés sont repartis dans les sous-préfectures de Kaga-Bandoro (93%) et de Mbrès (7%). Au total, 99% des retournés de pays étrangers de la préfecture de Nana-Gribizi proviennent du Tchad, contre 1% du Niger. Ces retours ont eu lieu en 2017 (88%) et depuis le début de cette année (12%); ils sont justifiés par des raisons économiques (80%), des problèmes de discrimination / persécution pendant leur séjour à l'étranger (14%), et l'amélioration de la sécurité (6%).

Ouaka

95 Individus / 19 Ménages



La préfecture accueille 95 retournés en provenance d'autre pays, tous localisés dans la sous-préfecture de Bambari, particulièrement dans les localités de Abbo 2, Awal 1, Dounda Et Kidjigra 1. Ces individus reviennent du Tchad (28%), Soudan (26%), RDC (21%), Cameroun (14%), et Nigéria (11%). Ces retours sont justifiés par des raisons familiales (45%), l'amélioration (39%), et des raisons économiques (5%). 11% des retours ont été motivés par des raisons autres non spécifiés. Enfin, ces retours ont eu lieu en 2014 (21%), 2015 (3%), 2016 (28%), 2017 (26%), et depuis le début de cette année (21%).

Ouham-Pende

8 348 Individus / 1 629 Ménages

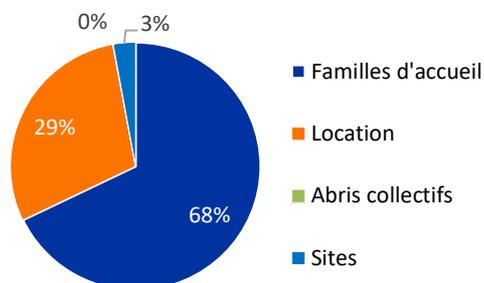


La préfecture accueille 8 348 retournés d'autre pays. Ces retournés sont repartis dans les sous-préfectures de Ngaoundaye (3 126 individus ou 37%), Kouï (2 208 individus ou 24%), Bocaranga (1 793 individus ou 21%), Paoua (992 individus ou 12%), Bozoum (306 individus ou 4%), et Bossemtélé (103 individus ou 1%). Ces retournés reviennent de deux pays, à savoir le Cameroun (54%) et le Tchad (46%). La grande majorité des retournés sont rentrés de l'étranger du fait d'une amélioration de la sécurité (92%), de raisons familiales (4%) et du fait d'une déportation ou d'un retour forcé (1%). Enfin, la majorité de ces retours a eu lieu en 2017 (93%). Les individus restants sont rentrés en 2013 (1%), 2014 (1%), 2016 (5%), et depuis le début de cette année (1%).

TYPE D'ABRIS

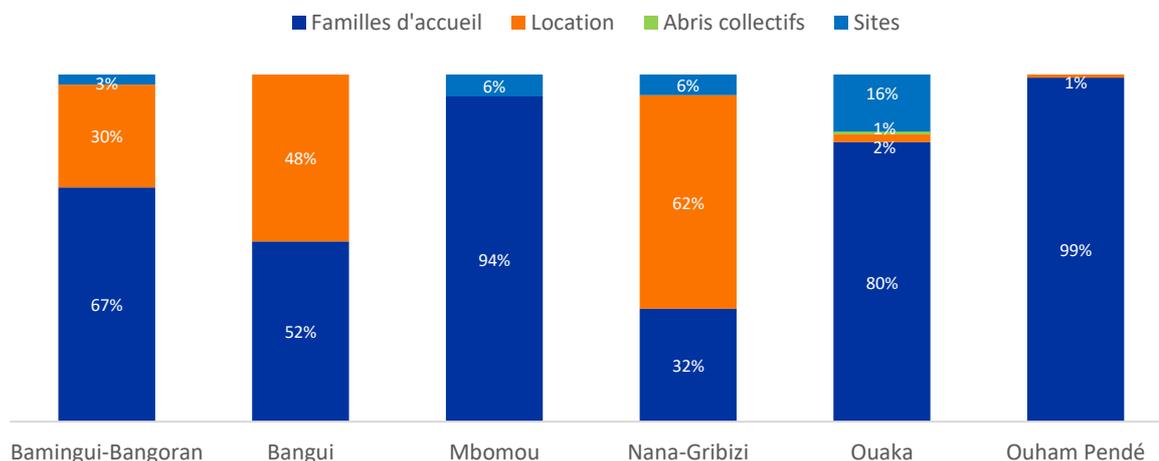
La grande majorité des ménages mobiles identifiés résident avec des familles d'accueil (68%), tandis que 29% des ménages mobiles vivent dans des logements loués, 3% dans des sites, et moins d'un pourcent résident dans des abris collectifs.

Graphique 6 : Répartition des types d'abris (ménages)



Ces tendances générales varient au niveau des Préfectures ciblées. Les ménages déplacés identifiés dans les Préfectures de Mbomou et Ouham Pendé résident principalement en familles d'accueil (respectivement 94% et 99%). Nana-Gribizi est la seule Préfecture pour laquelle la majorité des ménages réside dans des logements loués (62%), avec un pourcentage restreint vivant en famille d'accueil (32%). Cet état est attribué d'une part aux cas d'inondations ayant détruit de nombreux logements abritant les PDI en 2016, ainsi qu'aux cas de destructions par le feu d'abris sur le Site Evêcher en 2017. A Bangui, zone essentiellement urbaine, les ménages déplacés résident de manière presque égale entre les familles d'accueil (52%) et les logements loués (48%), depuis la fermeture des derniers sites en 2017. La Préfecture de Ouaka accueille une majorité de ménages déplacés en familles d'accueil (80%) avec une proportion importante de ménages vivant dans les sites (16%). Enfin, la Préfecture de Bamingui-Bangoran accueille une majorité de ménages vivant en familles d'accueil (67%) et en logements loués (30%).

Graphique 7 : Répartition des types d'abris par Préfecture (ménages)



ANNEXES

Annexe 1 : Liste complète de la population déplacée par sous-préfecture

Préfectures	Sous-Préfectures	Personnes Déplacées Internes		Retournés de RCA		Retournés d'autres pays	
		Ménages	Individus	Ménages	Individus	Ménages	Individus
Bamingui-Bangoran	Ndélé	1 097	5 595	338	1 746	290	1 529
Bangui	Bangui	20 757	103 785	10 182	50 910	8 230	41 150
Mbomou	Bakouma	150	750	39	195	0	0
	Gambo	1 123	5 615	587	2 935	490	2 450
	Rafai	3 249	16 245	1 199	6 120	431	2 185
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	7 673	40 742	4 055	22 087	159	780
	Mbrès	610	2 395	495	1 965	12	57
Ouaka	Bambari	7 735	38 784	1 061	5 308	19	95
Ouham Pendé	Bocaranga	1 461	7 321	2 322	11 509	355	1 793
	Bossem-télé	74	375	80	402	21	103
	Bozoum	233	1 169	542	2 693	62	306
	Koui	752	3 787	1 022	5 228	398	2 028
	Ngaoundaye	486	2 471	471	2 445	626	3 126
	Paoua	15 149	74 355	938	3 686	167	992
		60 549	303 389	23 331	117 229	11 260	56 594

Annexe 2 : Liens vers les pages RCA des sites de la DTM

Les produits DTM de la RCA, sont disponibles sur l'un des liens ci-dessous :

<https://displacement.iom.int/central-african-republic>

<http://www.globaldtm.info/fr/central-african-republic/>